



ACERWC

African Committee of Experts on
the Rights and Welfare of the Child

ACERWC Secretariat

E-mail: acerwc-secretariat@africa-union.org

Tel: +266 52 01 00 18 | P.O.Box: 13460,

Address: Nala House, Balfour Road Maseru
Kingdom of Lesotho

COMMUNIQUÉ de la 47^{ème} Session ordinaire du Comité Africain d'Experts sur les Droits et le Bien-être de l'Enfant (CAEBDE)

**Maseru, Royaume du Lesotho
17–25 Avril 2026**

1. Le Comité Africain d'Experts sur les Droits et le Bien-être de l'Enfant (CAEBDE) a tenu sa 47^{ème} session ordinaire à Maseru, au Royaume du Lesotho, du 17 au 25 avril 2026.
2. Ont participé à cette Session les membres du Comité, des Représentants des enfants, des États membres, de la Commission de l'Union Africaine, d'autres Organes de l'Union Africaine, des Institutions Nationales des Droits de l'Homme (INDH), des Communautés Economiques Régionales (CER), des Agences des Nations Unies, des Organisations de la Société Civile et d'autres parties prenantes.
3. La cérémonie d'ouverture a été marquée par des allocutions prononcées par des Représentants des Enfants, de la Société Civile, du Système des Nations Unies, des Organes de l'Union Africaine et des Partenaires, à savoir :
 - Liekolo Montsi, Représentant des Enfants du Royaume du Lesotho
 - Mr. Kgomontso Montso, Représentant du Forum des OSC
 - Mr. Marcel Clement Akpovo, Directeur Regional pour l'Afrique de l'Est et Australe, et Représentant auprès de l'Union Africaine du Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme ;
 - Dr Laila Gad, Représentante de l'UNICEF auprès de l'UA
 - Prof. James Mouangue Kobila, Président du RINADH
 - Hon. Louis Cheick Sissoko, Président du Conseil Economique, Social et Culturel de l'Union Africaine (ECOSOCC)
 - Hon. Idrissa Sow, Président de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples
 - Hon. Juge Tujilane Chizumila, Représentante de la Cour Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples, au nom du Président de la Cour
 - S.E. l'Ambassadeur Marie-Antoinette Rose-Quatre, Directrice Générale du MAEP
 - S.E. l'Ambassadeur Jainaba Jagne, Envoyée spéciale de l'UA pour les enfants affectés par les conflits armés
 - Hon. Sabrina Gahar, Présidente du CAEDBE
 - Hon. Pitso Lesaoana, Ministre du Genre, de la Jeunesse et du Développement Social du Royaume du Lesotho
4. La Session a été officiellement ouverte par Sa Majesté la Reine Masenate Mohato Seeiso du Royaume du Lesotho.

5. Au cours de la Session, le Comité a mené les activités principales suivantes et pris les décisions ci-après :
- i. A procédé à la prestation de serment des membres réélus et nouvellement élus du Comité pour un mandat de cinq ans ; les membres réélus sont : Hon. Anne Musiwa, Hon. Robert Nanima, Hon. Joseph Sunday Sinnah et Hon. Wilson De Almeida Adão, tandis que les membres nouvellement élus sont Hon. Wael Abdel-Razek, Hon. Satang Nabaneh et Hon. Albab Tesfaye.
 - ii. A signé un Protocole d'accord avec le Réseau des Institutions Nationales Africaines des Droits de l'Homme (RINADH).
 - iii. A reçu des informations et des exposés des États membres, des INDH ayant le statut d'affilié, des Organisations de la Société Civile ayant le statut d'observateur, des Agences des Nations Unies et des Partenaires internationaux.
 - iv. Examiné les activités intersessions et élaboré des plans de travail pour les activités de ses groupes de travail, à savoir : les enfants vivant avec un handicap; le changement climatique et les droits de l'enfant; les entreprises et les droits de l'enfant ; et la mise en œuvre des Décisions.
 - v. A examine les rapports des États parties suivants :
 - Premier rapport périodique du Burundi
 - Deuxième rapport périodique de l'État de l'Érythrée
 - Troisième rapport périodique de la République du Kenya
 - vi. A examiné les rapports complémentaires relatifs au premier rapport périodique de la République Islamique de Mauritanie et au rapport initial de la République de Gambie.
 - vii. A lancé des documents normatifs et stratégiques essentiels, notamment une note d'orientation sur l'établissement de rapports concernant les droits et le bien-être des enfants atteints d'albinisme et un rapport thématique sur les pratiques néfastes affectant les enfants en Afrique.
 - viii. A organisé une table ronde sur le thème de la Journée de l'Enfant Africain 2026, axée sur la garantie de l'accès universel à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène (WASH) pour chaque enfant en Afrique, et a appelé à un renforcement des engagements et de la mise en œuvre à l'échelle du continent.
 - ix. A examiné le rapport préliminaire en vue de l'élaboration d'une Observation Générale sur l'Article 13 de la Charte, axée sur les droits des enfants vivant avec un handicap.
 - x. A examiné le projet de rapport de la deuxième phase d'évaluation de la mise en œuvre de l'Agenda 2040, en prenant note des principales réalisations, des défis persistants et des actions prioritaires proposées.

- xi. A engagé un dialogue de haut niveau avec l'envoyée spéciale de l'Union africaine pour les enfants affectés par les conflits armés, S.E. l'Ambassadeur Jainaba Jagne, par l'intermédiaire du rapporteur spécial du CAEDBE sur les enfants en situation de conflit, Hon. Robert Nanima, soulignant la nécessité d'un engagement politique accru en faveur des droits de l'enfant, y compris l'examen d'un thème spécifique de l'UA.
- xii. A organisé des tables rondes en collaboration avec des partenaires sur la violence contre les enfants en vue de la 2ème Conférence ministérielle sur la violence contre les enfants organisée par African Child Policy Forum ; et sur la réduction du déficit de responsabilité : financement, application de la Loi, protections juridiques et responsabilité de l'État pour mettre fin au mariage des enfants en Afrique, organisée par Equality Now et Girls Not Brides.
- xiii. A examiné des exposés sur les systèmes de prise en charge des enfants, l'impact du terrorisme sur les enfants et l'intégration des questions environnementales et liées au changement climatique dans les processus d'élaboration des rapports des États parties.
- xiv. A examiné les Communications soumises au Comité et a rendu des Décisions sur le fond et sur leur recevabilité, à savoir :
 - Communication N° 023/Com/005/2022 soumise par les administrateurs de l'ISH-61 Human Rights & Social Justice Initiative, l'Institut pour les Droits de l'Homme et le Développement en Afrique et le Centre pour les Droits de l'Homme de l'Université de Pretoria, contre la République Fédérale du Nigeria, sur le fond ;
 - Communication N° 019/Com/001/2022 soumise par l'Institute pour les Droits de l'Homme et le Développement en Afrique et M. Solomon Joojo Cobbinah (au nom d'écolières vivant dans des villages situés le long de la rivière Offin, dans la région d'Ashanti au Ghana) contre la République du Ghana sur le fond ;
 - Communication N° 027/Com/002/2025 soumise par le Comité pour la justice, Robert F. Kennedy Human Rights et la Fondation Sināï pour les Droits de l'Homme (au nom de Bahaa El-Din Fathy Mohamed Maher Ismail Khalil) contre la République arabe d'Égypte sur la recevabilité.
- xv. A adopté, tel que amendés, les principaux documents institutionnels suivants : le Plan Stratégique du CAEDBE (2026-2028), les lignes directrices relatives aux avis consultatifs et une résolution portant création d'un Groupe de Travail sur la Communication.
- xvi. A décidé de réviser et de développer davantage les instruments de gouvernance interne suivants : les procédures opérationnelles standard des groupes de travail du CAEDBE et le Code de conduite.
- xvii. A décidé d'élaborer de nouvelles orientations normatives et études, notamment:
 - L'Observation Générale sur l'Article 4 de la Charte ;
 - L'Étude sur les Droits de l'enfant dans l'espace numérique, sous réserve des conclusions de la Journée de Débat Général consacrée à ce sujet ;

- Des lignes directrices à l'intention des États membres sur la manière d'intégrer les questions relatives à l'environnement et au changement climatique ainsi que les droits de l'enfant dans leurs contributions déterminées au niveau national (CDN) et leurs plans d'action nationaux (PAN), par l'intermédiaire de son groupe de travail sur le changement climatique et les droits de l'enfant ;
 - La deuxième édition de l'étude sur la mise en œuvre des Décisions du CAEDBE, sous réserve de la disponibilité budgétaire, par l'intermédiaire du groupe de travail sur la mise en œuvre des Décisions.
- xviii. A décidé d'organiser, lors de ses prochaines sessions, des Journées de Discussions Générales sur les thèmes suivants :
- La violence contre les enfants et les pratiques néfastes : Naviguer à la frontière numérique
 - Les droits de l'enfant dans l'espace numérique
- xix. A décidé d'examiner, lors de sa 48ème Session ordinaire, les rapports de la Libye et de la République arabe d'Égypte sans rapports complémentaires.
- xx. A examiné les demandes de Statut d'observateur et de Statut d'affilié présentées par des Organisations de la Société Civile et une Institution Nationale des Droits de l'Homme, à savoir : Inclusion Africa (Kenya), Youth Volunteers Tchad, Zambia National Traditional Counselors et la Commission Nationale des Droits de l'Homme de la République de Cobo Verde.
- xxi. A décidé de mettre en place une procédure pilote de rapports ciblés des États parties avec cinq États parties, à savoir : la République d'Angola, le Royaume d'Eswatini, la République du Gabon, la République du Ghana et la République-Unie de Tanzanie.
- xxii. A examiné et rendu une Décision concernant les demandes reçues de ses partenaires. En particulier, le Comité a décidé de demander des éclaircissements et des justifications supplémentaires concernant la demande d'élaboration de lignes directrices ciblées destinées à aider les États membres à interpréter et à appliquer les indicateurs relatifs aux droits de la petite enfance, formulée par le partenaire demandeur.
- xxiii. A désigné des membres en tant que rapporteurs de pays, rapporteurs spéciaux, membres et Présidents de groupes de travail comme suit :

Nom	Rapporteur Pays	Rapporteur Thématique
Hon. Sabrina Gahar	Djibouti, Libye, Tunisie, Tchad, Madagascar	Rapporteur Spéciale sur les enfants en situation de mouvement
Hon. Ghislain Roch Etsan	Guinée, Burundi, Mauritanie, Togo, Gabon	Rapporteur Spécial sur la Participation des enfants
Hon. Poloko Nuggert Ntshwarang	Afrique du Sud, Lesotho, Tanzanie, Sierra Leone, Ethiopie	Rapporteur Spéciale sur l'Éducation
Hon. Hermine Kembo Takam Gatsing	Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, République Démocratique du Congo et République Centrafricaine	Rapporteur Spéciale sur le mariage des enfants et autres pratiques néfastes
Hon. Wilson de Almeida Adão	Mozambique, Sao-Tomé et Príncipe, Cabo Verde, Guinée-Bissau, Guinée Equatorial	Rapporteur Spécial sur l'investissement et la budgétisations en faveur des enfants
Hon. Anne Musiwa	Somalie, Érythrée, Soudan du Sud, Ouganda et Seychelles	Rapporteur Spéciale sur les enfants sans protection parentale
Hon. Robert Nanima	Nigéria, Malawi, Eswatini, Namibie, Soudan	Rapporteur Spécial sur les enfants en situation de conflits armés
Hon. Joseph Sunday Sinnah	Cameroun, Liberia, Maurice, Rwanda, République Arabe Saharaoui Démocratique	Rapporteur Spécial sur la Justice pour enfants
Hon. Wael Abel-Razek	Maroc, Algérie, Comores, Sénégal, Benin	Rapporteur Spécial sur la Santé
Hon. Satang Nabaneh	Angola, Botswana, Kenya, Zambie, Egypte	Rapporteur Spéciale sur la violence contre les enfants
Hon. Albab Tesfaye	Zimbabwe, Gambie, Ghana, République du Congo, Niger	Rapporteur Spéciale sur l'Enregistrement des naissances et la Nationalité

Groupe de Travail	Membres
Groupe de Travail sur les Droits des enfants vivant avec un Handicap	Hon Anne Musiwa- <i>Présidente</i> Hon. Sabrina Gahar Hon. Wael Abdel-Razek
Groupe de Travail sur les Droits de l'Enfant et les Entreprises	Hon. Hermine Kembo Takam Gatsing- <i>Présidente</i> Hon Joseph Sunday Sinnah Hon. Wilson de Almeida Adão
Groupe de Travail sur les Droits de l'Enfant et	Hon. Poloko Nuggert Ntshwarang- <i>Présidente</i> Hon. Ghislain Roch Etsan Hon. Satang Nabaneh

le Changement climatique	
Groupe de Travail sur la mise en œuvre des Décisions	Hon. Robert Nanima- <i>Président</i> Hon. Albab Tesfaye Hon. Ghislain Roch Etsan
Groupe de Travail sur les Communications	Hon. Wilson de Almeida Adão- <i>Président</i> Hon. Hermine Kembo Takam Gatsing Hon. Satang Nabaneh Hon. Robert Nanima

xxiv. xxvii. A décidé de tenir sa 48^{ième} Session ordinaire du 14 au 24 octobre 2026.

xxv. Le Comité a adopté, tel qu'amendé, le rapport de sa 47^{ième} Session.

Le Comité tient à remercier le Gouvernement et le peuple du Royaume du Lesotho pour l'organisation parfaite de la Session et pour l'hospitalité dont ont bénéficié tous les participants.

Fait à Maseru, au Royaume du Lesotho, le 25 Avril, 2026.